



Ushirika wa Maendeleo ya Elimu Barani Afrika
الرابطة لأجل تطوير التربية في إفريقيا
Association for the Development of Education in Africa
Association pour le développement de l'éducation en Afrique
Associação para o Desenvolvimento da Educação em África



NOTE D'INFORMATION



COVID-19 ET REOUVERTURE DES ÉCOLES DANS 40 PAYS PARTENAIRES DU GPE EN AFRIQUE

Octobre 2021

La pandémie de COVID-19 a provoqué des perturbations majeures dans le domaine de l'éducation en Afrique et dans le monde entier, ainsi que dans les pays africains, en raison de la fermeture des écoles. De nombreux pays ont fait de grands progrès pour garantir la réouverture sans risque des écoles, afin de prévenir l'érosion des acquis réalisés dans l'accès à une éducation équitable et de qualité, l'aggravation des risques pour la santé mentale et physique des enfants et l'impact à long terme de la perte des capacités d'apprentissage suite à la fermeture des écoles. La présente note d'orientation souligne les données probantes relatives aux réponses sous forme de politiques et de pratiques en lien avec la réouverture des écoles. Elle repose sur le rapport de synthèse de l'**Observatoire KIX sur les réponses à la COVID-19** fournies par les systèmes éducatifs dans 40 pays africains partenaires du Partenariat mondial pour l'éducation (GPE).



African Union International
Center for Girls & Women's
Education in Africa



IDRC · CRDI

International Development Research Centre
Centre de recherches pour le développement international

Canada



African Population and
Health Research Center



United Nations
Educational, Scientific and
Cultural Organization

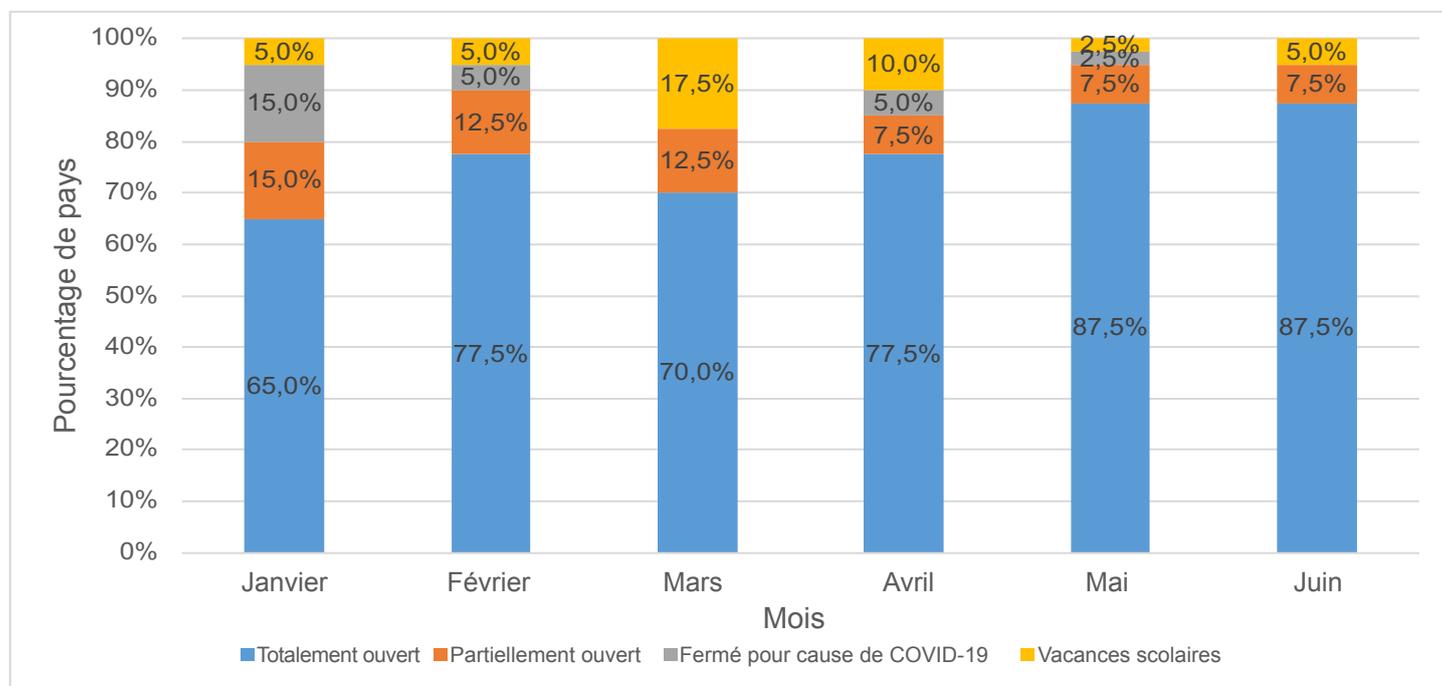


UNESCO
INSTITUTE
FOR
STATISTICS



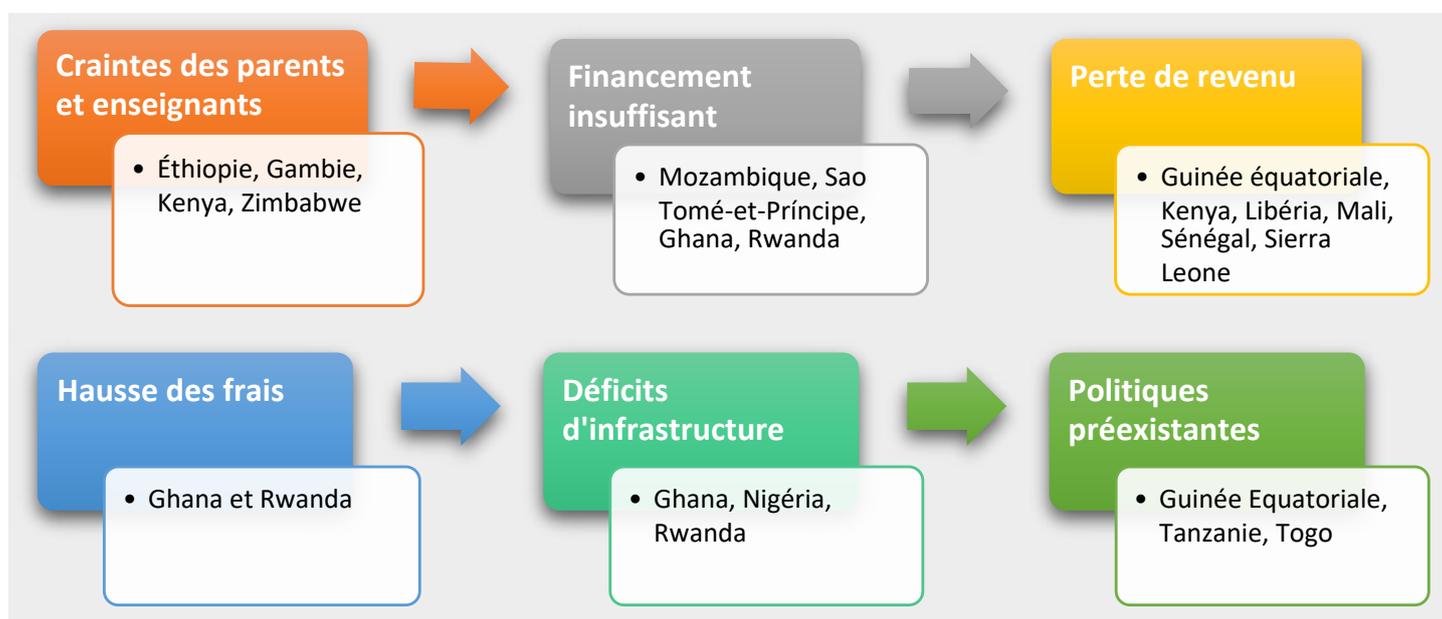
Portée du défi

Le rapport de synthèse montre que plus de 60 % des 40 pays partenaires du GPE en Afrique ont été confrontés à des fermetures d'écoles prolongées et récurrentes allant au-delà de 200 jours. Toutefois, depuis le mois de juin 2021, près de 90 % des pays avaient déjà rouvert leurs écoles. La figure ci-après montre l'état d'avancement de la réouverture des écoles de janvier à juin 2021 dans tous les 40 pays partenaires du GPE.



Source des données : UNESCO (2021a).

Les pays partenaires du GPE ont souligné des défis relatifs à la mise en œuvre des politiques et pratiques de réouverture d'écoles, tels que les craintes des parents et des enseignants, le financement insuffisant, la perte de revenus, les augmentations de frais, les déficits d'infrastructure de distanciation et d'hygiène, et les politiques préexistantes empêchant les filles en état de grossesse et les jeunes mères d'aller à l'école. La figure ci-après montre les défis à relever dans les différents groupes de pays.



Autres facteurs

On dénombre parmi les autres facteurs pertinents, l'absence de données suffisantes, le suivi des progrès des élèves, la perte d'intérêt pour la scolarisation de certains apprenants du fait des fermetures prolongées et des obstacles tels que les grossesses non désirées, les mariages forcés, l'exploitation sexuelle, l'engagement dans des activités économiques, les problèmes de santé mentale et de nutrition et la perturbation des moyens de subsistance des ménages.

Ces difficultés ont contribué à une baisse générale des inscriptions lors de la réouverture des écoles.

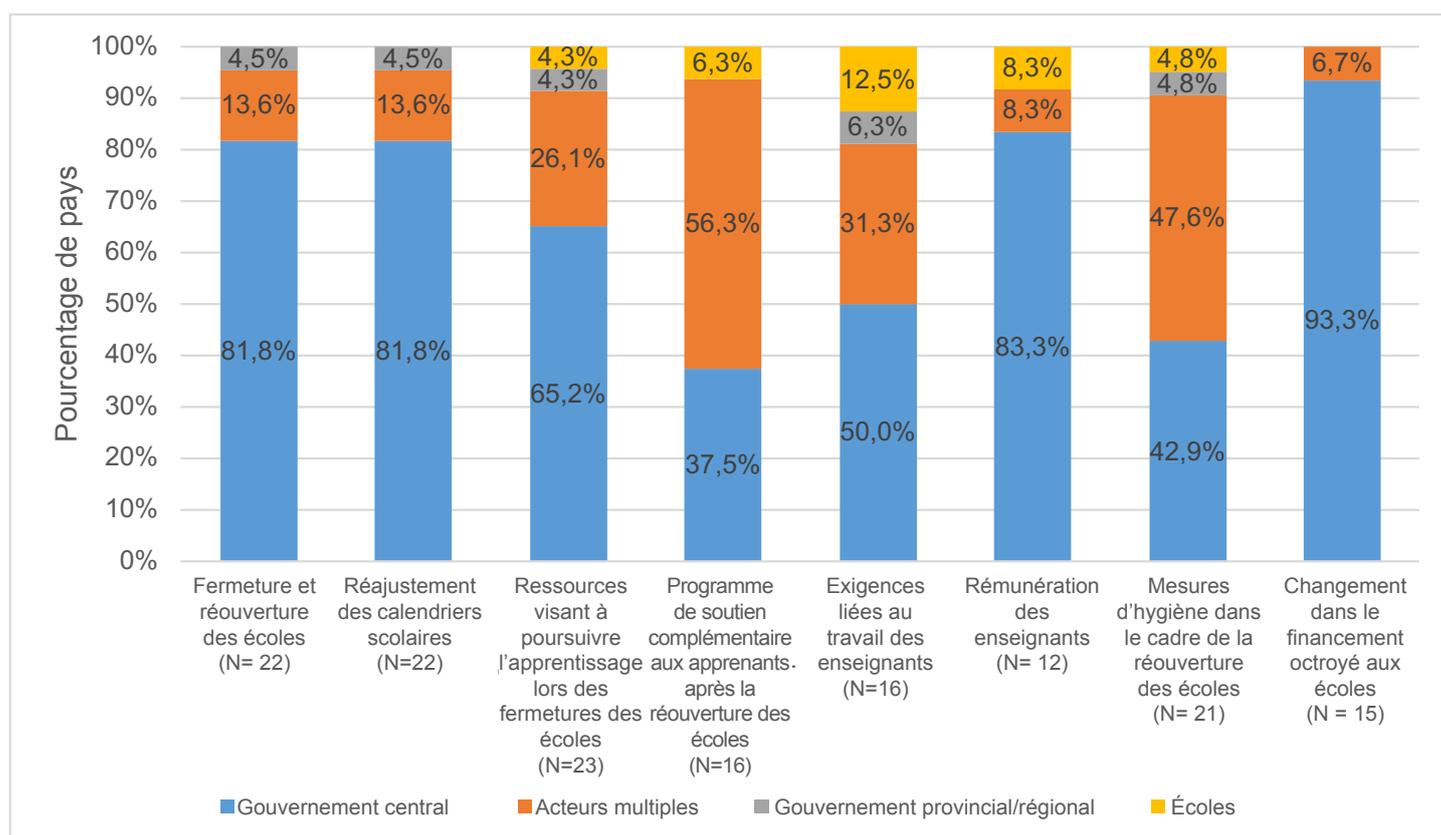
La réouverture des écoles pendant la pandémie a nécessité des approches plus inclusives de l'éducation tenant compte du genre afin d'atténuer les effets négatifs de la COVID-19.

Réponses nationales sous forme de politiques et de pratiques

La plupart des pays ont élaboré des cadres de prise de décision destinés à guider leurs plans de réouverture des écoles avec la contribution des parties prenantes clés telles que les Groupes locaux d'éducation. Différentes stratégies de campagne pour le retour à l'école ont contribué à atténuer la baisse générale des inscriptions observée lors de la réouverture des écoles. Parmi les interventions liées à la santé, figuraient la fourniture de masques aux élèves et enseignants, l'amélioration des installations d'eau, d'assainissement et de santé (EHA), la promotion de la distanciation physique, les contrôles de température, les tests de dépistage du COVID-19, le suivi du personnel et des élèves infectés ou exposés, et l'inscription des enseignants dans le groupe figurant au premier rang des priorités pour la vaccination contre le COVID-19. Les pays ont également réaménagé le calendrier scolaire et introduit des programmes de rattrapage et d'apprentissage accéléré, afin d'adapter leur enseignement, leur apprentissage et leur évaluation pendant la COVID-19.

Cadres de prise de décision

La figure ci-après montre les résultats d'une évaluation des modèles de prise de décision dans tous les pays du GPE en se fondant sur huit aspects des décisions politiques. countries based on eight policy decision aspects.



Source des données : UNESCO, UNICEF, Banque mondiale et OCDE (2021).

Notes: le nombre entre parenthèses dans le libellé de chaque colonne correspond au nombre total de pays ayant répondu à l'enquête ; il est utilisé pour calculer les pourcentages indiqués dans cette colonne : ce ne sont pas tous les pays qui ont répondu à chacun des huit points liés aux décisions politiques. Les pays du GPE ayant participé à l'enquête sont le Burkina Faso, le Burundi, Cabo Verde, le Cameroun, les Comores, la Gambie, le Ghana, le Kenya, le Lesotho, le Libéria, Madagascar, le Malawi, le Mali, la Mauritanie, le Mozambique, la Namibie, le Niger, le Nigéria, la RDC, Sao Tomé-et-Príncipe, le Sénégal, la Somalie, le Togo, l'Ouganda et le Tchad. Deux pays (Burkina Faso et Ouganda) ont été exclus de l'analyse, car ils n'ont pas répondu à ces questions de l'enquête.

Le gouvernement central est apparu comme étant le principal acteur de la prise de décision concernant les changements affectant le financement des écoles dans plus de 93 % des pays ayant participé à l'enquête. Il a également pris l'initiative des fermetures et réouvertures d'écoles, des réajustements du calendrier scolaire et des indemnités des enseignants dans plus de 80 % des pays ayant répondu à l'enquête. La plupart des décisions relatives aux programmes de soutien complémentaires destinés aux élèves ont été prises par de multiples acteurs, tout comme celles relatives aux mesures d'hygiène pour la réouverture des écoles.

Campagnes pour le retour à l'école

Dans le cadre des campagnes pour le retour à l'école, les pays ont déployé les stratégies nationales ci-après :

- recours aux administrateurs de collectivités locales pour assurer le suivi des directives sur le retour à l'école et les faire appliquer ;
- interdiction de toute hausse des frais de scolarité après la réouverture ;
- promotion de la participation des parties prenantes clés ;
- déploiement de messages adaptés aux enfants via les médias locaux ;
- suppression des politiques restrictives et élaboration de politiques plus inclusives ;
- promotion de programmes de cantine scolaire ;
- lancement de dialogues intergénérationnels dirigés par les jeunes.

Les écoles des quartiers à faibles ressources ont bénéficié d'interventions au profit des ménages les plus démunis en proie à des difficultés économiques pendant la pandémie. Il s'est notamment agi de fournir un accès subventionné ou un accès à titre gracieux à l'eau et à l'électricité, des transferts monétaires/bons de caisse, et des rations alimentaires familiales.

Interventions en matière de santé

Concernant les questions liées à la santé lors de la réouverture des écoles, entre 85 et 100 % des pays ont recours aux masques pour promouvoir l'hygiène respiratoire, ont amélioré les installations de lavage des mains, encouragé la distanciation physique et institué des mesures de promotion des pratiques d'hygiène des mains. Le tableau ci-après montre le niveau de priorité accordé aux enseignants dans le cadre de la vaccination contre le COVID-19 dans tous les 40 pays du GPE en Afrique.

Priorisation de la vaccination des enseignants contre la COVID-19	Nombre de pays (%)	Pays
Groupe prioritaire 1	6 (15,0)	Comores, Côte d'Ivoire, Kenya, Malawi, Rwanda et Ouganda
Groupe prioritaire 2	9 (22,5)	République centrafricaine, Congo, Éthiopie, Lesotho, Mozambique, Sierra Leone, Soudan du Sud, Soudan et Zimbabwe
Groupe prioritaire 3 ou de niveau inférieur	1 (2,5)	Gambie
Pas de priorité	13 (32,5)	Bénin, Burkina Faso, Burundi, République démocratique du Congo, Guinée-Bissau, Liberia, Madagascar, Mali, Niger, São Tomé et Príncipe, Sénégal, Tanzanie et Tchad
Groupe prioritaire non spécifié	10 (25,0)	Cap-Vert, Cameroun, Djibouti, Ghana, Guinée, Mauritanie, Nigeria, Somalie, Togo et Zambie
Informations manquantes	1 (2,5)	Érythrée

Source des données : UNESCO (2021b).

Note : Selon les données disponibles au 22 juin 2021.

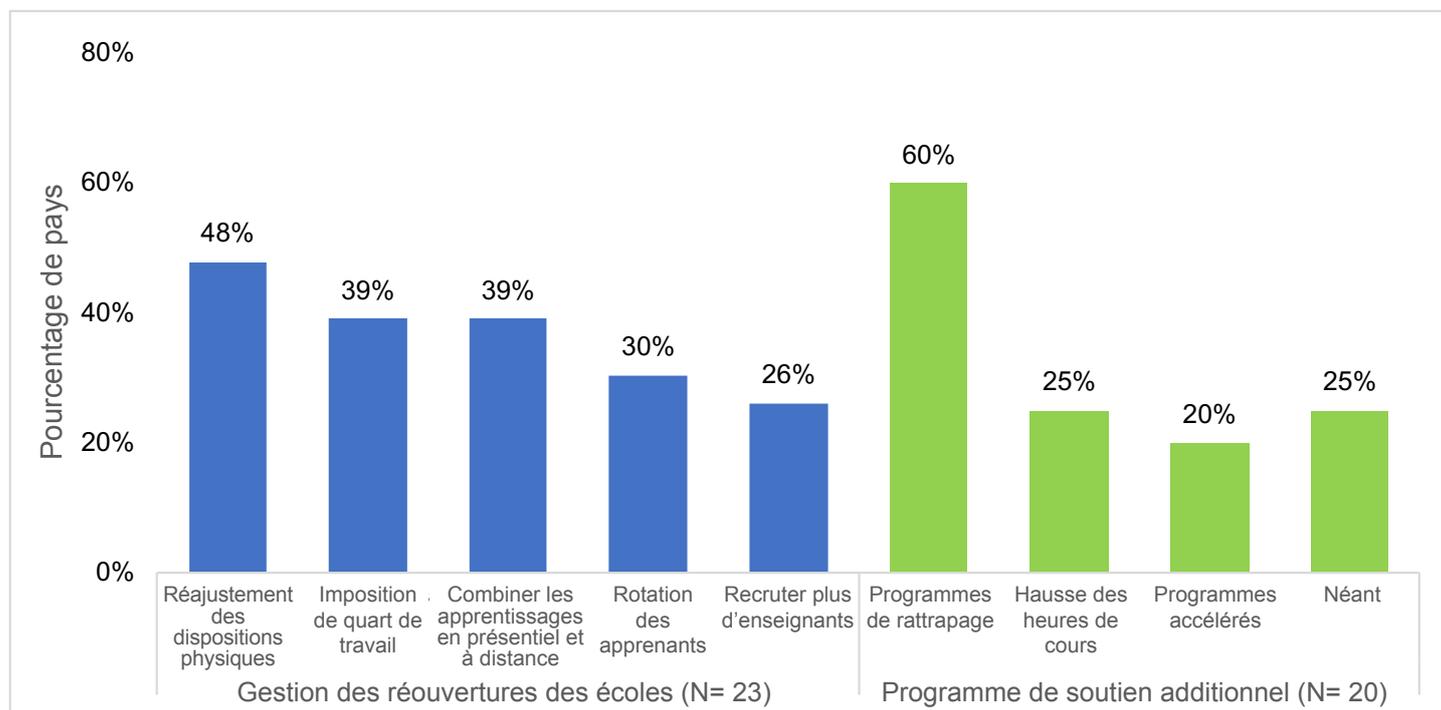
Six des 40 pays partenaires du GPE (Comores, Côte d'Ivoire, Kenya, Malawi, Rwanda et Ouganda) ont classé les enseignants dans le groupe figurant au premier rang des priorités pour la vaccination contre le COVID-19.

Adapter l'enseignement, l'apprentissage et l'évaluation

On compte parmi les réajustements des salles de classe, l'agrandissement des infrastructures, le dédoublement des classes ou des niveaux, l'accroissement du nombre de sièges, l'organisation de l'apprentissage en plein air et l'utilisation d'autres installations scolaires, tels les réfectoires, aux fins de l'apprentissage pour tenir compte de la distanciation physique et d'autres mesures de prévention de la COVID-19.

Près de 30 % des pays partenaires du GPE ont recruté plus de personnel enseignant en vue de réduire l'effectif des classes et de renforcer la distanciation physique. Les écoles de certains pays se sont également dotées de salles d'isolement pour les cas suspects de COVID-19 parmi les apprenants et le personnel.

Avec la flambée de la COVID-19, de nombreux étudiants ont eu du mal à suivre le rythme de leurs travaux universitaires. Pour y remédier, les pays ont introduit des programmes de rattrapage. La figure ci-après souligne comment 23 pays partenaires du GPE en Afrique ont procédé à l'adaptation de l'apprentissage pendant la réouverture des écoles.



Source des données : UNESCO, UNICEF, et Banque mondiale (2020).

Note : on a exclus de l'analyse trois pays (sur 23) où les personnes interrogées ont indiqué « Ne sait pas » dans les questions concernant les « Programmes de soutien complémentaires ». Dans la première note de bas de page de la présente Note d'orientation, il est fourni une liste des 23 pays ayant participé à cette enquête.

Nouvelles données probantes tirées de la recherche

Les recherches se poursuivent au fur et à mesure de la réouverture des écoles. L'un des domaines visé est l'impact de la COVID-19 sur les écoles privées, dont certaines ont définitivement fermé ou continuent de faire face à des difficultés financières en dépit de la réouverture, tandis que d'autres ont orienté leurs enfants vers des écoles publiques.

Au nombre des autres nouveaux domaines de recherche, citons la corrélation entre la réouverture des écoles et la transmission communautaire du COVID-19, la gestion des écoles dans le cadre des protocoles stricts relatifs à la COVID-19, la faible motivation des enseignants, le suivi des abandons scolaires, les problèmes d'intégration des enseignants et les incidences socio-économiques de la dénutrition des enfants en Afrique.

Appel à l'action

Les pays africains doivent mettre en place de robustes plans d'urgence pour un meilleur état de préparation contre de futures perturbations de l'éducation comme la COVID-19. Une telle situation exige un soutien financier du secteur privé dans l'éducation, notamment l'investissement en matière d'infrastructures aux écoles.

De plus, les gouvernements ont besoin de réformes politiques qui favorisent des pratiques flexibles de réouverture des écoles dans le cadre de la COVID-19 pour soutenir les adolescentes en état de grossesse et les jeunes mères, et pour s'assurer que les enfants et les jeunes en situation de vulnérabilité ne sont pas laissés pour compte dans les initiatives de réouverture.

La collaboration infranationale est également essentielle, notamment au niveau des écoles. Les enseignants ont besoin d'un soutien psychosocial avant, pendant et après la réouverture des écoles.

Vous trouverez ci-après quelques recommandations politiques clés.

- 1** Veiller à ce que les futures stratégies de préparation permettent de toucher tous les enfants et toutes les parties prenantes pour assurer la continuité de l'éducation.
- 2** Renforcer la planification d'urgence pour mieux répondre aux futures perturbations de l'éducation et faire en sorte que les plans de riposte reflètent les données probantes tirées de la recherche et les meilleures pratiques les plus récentes.
- 3** Tenir compte des besoins spécifiques des apprenants les plus vulnérables, qui se heurtent à des obstacles supplémentaires dans le cadre du retour à l'école et des stratégies de réouverture des écoles. Ces derniers font partie intégrante du système éducatif classique et ne devraient donc pas être laissés majoritairement entre les mains des organismes humanitaires.
- 4** Cibler de manière spécifique les enfants déplacés et réfugiés, les enfants difficiles à atteindre issus de familles à faibles revenus et les filles, lors des campagnes pour le retour à l'école. Prévoir un budget avec des fonds suffisants pour adapter les communications, les campagnes d'incitations et autres activités, afin d'augmenter leurs taux de réinscription.
- 5** Instaurer des journées de perfectionnement professionnel et recourir à d'autres événements prévus dans les calendriers scolaires pour promouvoir la collaboration entre les écoles au niveau infranational, aux fins de l'apprentissage par les pairs et du partage d'expérience pour adapter les stratégies et protocoles d'apprentissage dans la perspective du renforcement de la résilience du système scolaire lors de crises futures.
- 6** Fournir un soutien en matière d'infrastructures aux écoles, en particulier à celles en manque de points d'eau adéquats et/ou d'espace suffisant pour satisfaire les besoins de distanciation des apprenants qui retournent à l'école.
- 7** Proposer aux enseignants un éventail de soutiens complémentaires en vue de garantir leur santé et leur sécurité, et de les guider dans les adaptations de l'enseignement et de l'apprentissage. Cette situation peut susciter des opportunités de perfectionnement professionnel complémentaires, parallèlement au soutien psychosocial et à leur inscription dans le groupe prioritaire à vacciner.



Photos: GPE



Ushirika wa Maendeleo ya Elimu Barani Afrika
الرابطة لأجل تطوير التربية في إفريقيا
Association for the Development of Education in Africa
Association pour le développement de l'éducation en Afrique
Associação para o Desenvolvimento da Educação em África

Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA)
Groupe de la Banque africaine de développement (BAD)
Immeuble CCIA Plateau, Avenue Jean-Paul II
01 BP 1387, Abidjan 01, Côte d'Ivoire
Tél. : (+225) 272026.3964
Email : adea@afdb.org
Site web : www.adeanet.org